

Le raz-de-marée (tsunami) politique des élections italiennes

Télécharger la version imprimable [ici](#)

Il n'est pas question de répéter ici les résultats des dernières élections italiennes que tout le monde connaît fort bien. On a vu aussi la stupéfaction, l'appréhension et la peur à peine déguisée qu'elles ont provoquées parmi la bourgeoisie, ses proconsuls et ses propagandistes européens. L'étonnement a saisi même la grande masse de ceux qui leur sont sincèrement opposés. L'incompréhension est donc générale. Mais afin d'en percer le mystère, il est naturel et même nécessaire d'aller plus loin. Il faut regarder derrière l'emblème politique des participants ainsi que des chiffres obtenus par eux. Car ils ne sont que des façades et des couleurs à la surface, reflets immédiats et directs des dispositions et des mouvements plus profonds des classes sociales. Pour cela, naturellement, on observe aussi les acteurs politiques de ces élections et leurs résultats. Mais contrairement à tous les commentateurs sincères ou intéressés, simplement superficiels ou franchement maquilleurs de vérité, on doit inspecter mieux ce qu'il y a derrière la marque affichée des concurrents et de leur costume de scène. Il faut le faire à plus forte raison pour pouvoir en dégager des leçons très instructives d'un intérêt général qui dépasse les frontières italiennes.

Pour ce faire, nous avons besoin d'éclaircir, au préalable, des conditions historiques et sociales qui ont imprimé leur sceaux indélébile sur ces élections.

Sur la décomposition de la démocratie bourgeoise

En général, les événements politiques importants sont expliqués, commentés et analysés par une méthode communément admise, à savoir en eux-mêmes, en dehors de leur contexte social et historique. Cette courte vue est caractéristique aux

observateurs et analystes bourgeois et à leurs cohortes variées. Hélas, elle influence aussi plusieurs courants politiques qui, par ailleurs, se dressent contre le capital. Mais en braquant cette vue étroite sur les élections italiennes, la masse des comptes rendus, après avoir exprimé une stupeur consternée – ou satisfaite -, se bornait à la simple présentation descriptive des résultats. Elle ne cherchait pas les causes plus profondes de ce véritable bouleversement, en dehors de l'évidence que le peuple italien a massivement rejeté l'offensive bourgeoise de destruction. Puis, elle se perdait en conjecture et de suppositions subjectives ou même fantaisistes. Mais les ressorts intérieurs de ce réajustement des lignes politiques lui restent inaccessibles.

Or, l'une des considérations fondamentales relative à notre époque qui la distingue du 19^e siècle est qu'à partir de la première guerre mondiale, le capitalisme est visiblement entré dans sa phase déclinante et agonisante. Afin de ne pas surcharger inutilement cet article, je laisse délibérément de côté l'analyse complète effectuée par Lénine concernant ce stade impérialiste par rapport à la phase précédente du capitalisme. Aussi j'écarte la polémique contre la perception dogmatique de ce déclin général, qui le plaque mécaniquement sur la réalité, comme s'il était une chute continue et uniforme. Par contre, il est nécessaire de souligner que cette décadence n'est pas une donnée statique, un élément immuable qui, telle une menace extérieure serait suspendue au-dessus de la société, constante et invariable. Bien au contraire. Comme elle est liée à l'organisme de cette économie et société, elle en fait partie exactement comme la vieillesse et sa décrépitude physique qui résultent de la phase déclinante du corps humain. A l'image de cette régression humaine, le déclin impérialiste s'aggrave, lui aussi, jusqu'à l'épuisement. Depuis l'analyse essentielle de Lénine de l'ossature de l'impérialisme y compris son âme damnée (en 1916), la dégradation de ce système dessine une courbe générale

descendante. Certes, ce n'était pas une chute ininterrompue et linéaire, mais néanmoins une descente flagrante, notaire et incessante, en dépit des arrêts ou même des relances temporaires. C'était comme ces courts moments de lucidité d'un être agonisant qui, selon l'image de Trotsky, ne lui apportent point l'amélioration, encore moins la guérison.

La surveillance continue et l'analyse successive de ce déclin (sans parler d'autres manifestations de l'impérialisme !) était et reste l'une des tâches importantes du mouvement ouvrier. Sa compréhension est l'instrument indispensable pour tous ceux qui luttent pour l'émancipation des travailleurs. Après la mort de Lénine, c'était son compagnon d'armes Trotsky qui s'est chargé de perfectionner constamment cette boussole précieuse et nécessaire. C'était une tâche d'autant plus difficile et ardue que la bureaucratie stalinienne a gangrené et perverti l'URSS et les partis communistes, profondément altéré et falsifié les enseignements de Marx et de Lénine, et persécuté Trotsky et ses camarades, allant jusqu'aux assassinats.

L'une des préoccupations importante de Trotsky était l'examen concret et permanent de cette décadence, en particulier la détérioration incessante du système démocratique du régime politique de la bourgeoisie, produite intime de ce déclin. Ses analyses sur le processus de décomposition de la démocratie bourgeoise méritent toute notre attention. Parce que non seulement cette dégradation ne s'est pas arrêtée mais, selon les pays et les époques, s'est alourdie en prenant des formes multiples, conformément à la disposition des classes et au degré de leur lutte, ainsi qu'aux particularités nationales.

L'un des symptômes de la décadence impérialiste est indéniablement la modification notable de la physionomie des crises économiques. Encore une fois sans entrer dans les détails, il suffit de mentionner leur multiplication et l'apparition de grandes crises générales de type nouveau. Ces dernières sont mondiales, elles se propagent d'un secteur

économique à l'autre (finance, production, distribution), elles se prolongent de manière infinie et, inévitablement, elles passent au remodelage de la vie politique. Ces crises de type nouveau révèlent drastiquement la faillite totale du capitalisme-impérialisme et appellent impérativement à son renversement. Elles posent donc ouvertement la question du pouvoir.

On a eu une telle crise la première fois de 1929 jusqu'à 1945, car la deuxième guerre mondiale en faisait partie intégrante, en tant que son aboutissement inéluctable ainsi que sa « solution ». Actuellement, nous vivons la deuxième dont la profondeur et la durée commencent à inquiéter un bon nombre d'économistes bourgeois aussi. En France ils ne restent plus, pour ainsi dire que Hollande et ses siens qui s'illusionnent publiquement sur la fin proche d'une crise « cyclique » (?). Pour un président « normal », il y a donc une crise « normale ».

Mais en pleine crise des années 1930, Trotsky a donné une pléiade d'analyses magistrales des bouleversements politiques, fruits véreux et toxiques du déclin impérialiste. Il en a désigné le plus important dans l'incapacité de la démocratie classique de juguler la violence des contradictions des classes produite par l'impérialisme. D'où l'orientation de la bourgeoisie vers des systèmes politiques plus autoritaires. C'est cela qui explique le processus de dégradation de la démocratie, son pourrissement et son abolition.

Les examens de Trotsky sur le fascisme ainsi que ses appels, propositions et avertissements pour la lutte contre cette gangrène sont plus ou moins connus. Mais la base théorique de ses investigations et réflexions, à savoir la décadence impérialiste et l'exacerbation de la lutte des classes en étaient séparées, repoussées à l'arrière-plan ou carrément négligées. Ainsi, comme l'a remarqué déjà Trotsky lui-même, à la place d'un examen de la réalité concrète sont apparus des catégories abstraites de la « démocratie » et du « fascisme ».

Voici comment Trotsky a exposé ce problème (nous sommes après la tragédie de la prise de pouvoir par Hitler) :

« La « théorie » stalinienne du fascisme représente... l'un des exemples les plus tragiques des terribles conséquences... du remplacement de l'analyse dialectique de la réalité... par des catégories abstraites fondées sur l'expérience historique partielle et insuffisante... Les staliniens ont fait leur idée qu'à la période contemporaine le capitalisme financier ne peut s'accompagner de la démocratie parlementaire et se trouve contraint de recourir au fascisme. De cette idée, parfaitement juste dans certaines limites, ils ont tiré, suivant une logique formelle et purement déductive, des conclusions identiques pour tous les pays et toutes les étapes du développement. » (Trotsky. « Bonapartisme et fascisme », juillet 1934, Œuvres, vol. 4. p.142-43.)

Ensuite, parmi ces généralisations des staliniens, il remarquait « l'oubli » fâcheux que « ...entre la démocratie parlementaire et le régime fasciste, s'intercalent inévitablement toute une série de formes de transition, dont l'une remplace l'autre, tantôt de façon pacifique et tantôt par la guerre civile ». Aujourd'hui, lorsque beaucoup de militants risquent de se dérapier vers ce schématisme des staliniens, ces conseils sont irremplaçables. Leur importance est soulignée par le fait qu'au cours de cette décennie 1930, Trotsky n'a pas cessé d'exposer et d'analyser le bonapartisme comme l'une des formes intermédiaires entre la démocratie parlementaire vouée à la disparition et le fascisme – ou la révolution prolétarienne.

De cette riche littérature qui est particulièrement instructive pour la compréhension de nos problèmes actuels, il faut citer encore son article « Où va la France ? », écrit trois mois plus tard. Les mots de cette étude résonnent aujourd'hui avec un écho amplifié et d'une acuité singulière. Comme les suivants :

« Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même simples aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère des « contre-réformes » économiques et politiques. La politique de spoliation et d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction, mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par les phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces dans l'Europe entière. » (Trotsky. « Où va la France ? », octobre 1934, In : « Le mouvement communiste en France (1919-1939) », Textes choisis et présentés par Pierre Broué, Paris, 1967, Editions de Minuit, p. 453-54.)

Exactement comme aujourd'hui, comme s'il écrivait ces lignes à nos jours, alors qu'elles sont vieilles de presque 80 ans ! Et tout naturellement, la question se pose : où en sommes-nous aujourd'hui ?

La tromperie européenne de la bourgeoisie

C'est armé de ces enseignements de Trotsky et avec ses conseils qu'il est possible de saisir la situation politique de nos jours. C'est donc par cette méthode marxiste que l'on peut appréhender aussi les dernières élections italiennes et d'en dégager les leçons politiques principales. Mais il serait déjà une erreur monumentale de vouloir présenter la crise présente comme la copie conforme de celle du passé, malgré l'identité formelle de leur base, à savoir le déclin impérialiste, ainsi que du fait de la ressemblance de la crise actuelle à son aïeule des années trente.

La grande crise présente n'est pas la simple répétition de son ancêtre du siècle dernier. Entre-temps, l'agonie prolongée du capitalisme-impérialisme affaiblissait ce système jusqu'à

l'épuisement de la plupart de ses réserves traditionnelles, sinon de toutes. Le déplacement de son centre de gravité historique vers l'Asie, symptôme important de cet épuisement, accélère à son tour et alourdit encore plus cette régression. Confronté à son appauvrissement continu de ses habituelles ressources intérieures, et menacé de l'épuisement complet, le capitalisme mondial anémié s'est mis entièrement sous la perfusion artificielle de la finance et de ses ingrédients fallacieux. Parallèlement, sa branche européenne, la plus affaiblie s'est résolue d'aller jusqu'à se risquer au saut périlleux européen, défi mortel contre sa nature politique éminemment nationale. Or paradoxalement, c'est là où elle a trouvé sa planche de salut en y développant et généralisant sa thérapie de survie.

Sous la couverture commode d'une construction européenne, elle a unifié et concentré les dernières recettes (avant le fascisme !) de la régénération du capitalisme et les a imposé à tous les pays. En les présentant comme des moyens nécessaires à l'unification européenne, les dépositaires européens du capital ont eu des coudées franches pour forcer les doses de ses pilules amères. Les parlements nationaux n'auraient jamais pu les avaler sans des sérieuses crises et des secousses toujours avec les risques de mobilisation impétueuse des travailleurs. De toute façon, pour le passage au régime bonapartiste, comme dans les années trente et dont Trotsky parle comme l'un des régimes intermédiaires entre la démocratie parlementaire et le fascisme, il ne reste que peu de place. Un louvoiement même factice entre la bourgeoisie et le prolétariat, marque distinctive du bonapartisme, serait très difficile, vu l'état exsangue de la bourgeoisie privée de l'ombre même d'une réforme, et son besoin impérieux de résurrection. Or celle-ci s'est avérée impossible sans une attaque frontale contre tous les acquis de la classe ouvrière. Il ne reste pratiquement plus de place pour un balancement même illusoire entre les classes. Néanmoins, la tentation du bonapartisme est très vivace, surtout en France où,

dernièrement Sarkozy essayait de le mettre en pratique, – en s'appuyant quand même sur la fiction européenne. Celle-ci reste donc la base et le cadre de tout effort vers un tournant bonapartiste dont les éléments, surtout l'autoritarisme, se trouvent dans tous les pays.

En tout cas, cet Europe-là reste indispensable à la bourgeoisie. D'abord, elle lui permet d'économiser le fascisme qui est non seulement une aventure coûteuse mais aussi d'autant plus risquée et dangereuse pour elle que les travailleurs européens n'ont pas oublié ses horreurs. Il serait pourtant une grave erreur de l'écarter définitivement, car il reste toujours le dernier recours de la bourgeoisie. Ainsi, parallèlement à la multiplication des difficultés de cette dernière, provoquée par son déclin, les partis fascistes se renforcent en Europe et se tiennent en embuscade. Nous les voyons partout, de la Grèce au Pays-Bas. Pour l'heure, cependant, la bourgeoisie jure plutôt par l'unification prétendue de l'Europe qu'elle a adapté à ses besoins, donc elle a considérablement perverti.

En premier lieu, cet édifice bâtard qu'elle et ses laudateurs appellent Europe se met à merveilles sur la place intermédiaire entre la démocratie et le fascisme, occupée naguère par le bonapartisme national. Il a l'avantage immense de neutraliser et d'écarter la démocratie et ses institutions inutiles et « dangereuses », tout en maintenant leurs coquilles vides, plus exactement, de les dégrader en ses courroies de transmission. Le manque évident de la démocratie, tel un signe distinctif de l'ensemble de cet édifice européen, ainsi que son fonctionnement clairement autoritaire et profondément anti-démocratique ne sont pas une erreur quelconque, fruits de mauvais calcul, de hasard ou de caprice. Ils révèlent son essence, tout en qualifiant sa nature, et désignent sa vocation à commander, à imposer et à exiger la volonté bourgeoise en excluant les procédés démocratiques incompatibles avec elle.

Toutes ces « recommandations » qui visent uniquement et invariablement la mise en place des projets pour sauver et redresser le capital aux abois et la bourgeoisie à la dérive, passent comme des ordonnances à l'adresse des « parlements » dociles. (Comme par hasard, il n'y a pas une seule parmi elles qui viserait l'amélioration de la vie des travailleurs !) Dans ces conditions, tous ceux qui demandent à cet Europe sincèrement, la main au cœur, l'application des principes démocratiques élémentaires, ou alors des règles sociales européennes se trompent d'adresse et se ridiculisent. Au lieu de les quémander, il faut les arracher par une lutte. Car la mission de cet Europe-là est justement de dicter les exigences du capital en éliminant la démocratie afin de pouvoir les faire passer plus facilement. La présente grande crise, tel un révélateur puissant, en témoigne de façon saisissante.

La crise actuelle et le rôle des dettes

Cette grande crise éclatait non seulement comme la conséquence de toutes les contradictions du système capitaliste-impérialiste bien connues et présentes déjà dans celle des années 1929-1945. Mais en plus, elle était grossie et appesantie par toutes les surcharges résultant du prolongement et de l'aggravation de la décadence impérialiste ainsi que des tentatives pour les enrayer.

A cet égard, l'endettement public exige une attention particulière du fait de son rôle spécial et de son importance comme le concentré de tous les poids supplémentaires de la régression capitaliste, de même que des efforts vains pour les surmonter. On ne peut l'aborder à cette place que partiellement, mais il est impossible de l'omettre, puisqu'il prend une place centrale dans les dispositifs de la bourgeoisie mondiale, tout particulièrement européenne.

Brièvement, l'origine de ce grand endettement public se trouve dans la carence de plus en plus accentuée de l'accumulation capitaliste qui, à peu près à partir de milieu du 20^e siècle,

se trouvait de moins en moins capable d'assurer son rôle stimulant une reproduction élargie, continue et expansive. Cette insuffisance, base principale et raison organique de l'essoufflement et du déclin prolongé et accentué du système capitaliste-impérialiste, le poussait inexorablement sous la domination complète de sa composante financière. Le rapport médiocre de la rétribution de la production, le profit, n'assurait plus un renouvellement vigoureux de celle-ci. Comme je l'ai signalé plus haut, elle avait besoin d'une perfusion artificielle, totale, de la finance. Autrement dit, celle-ci avançait de la place d'une associée à la position hégémonique. En conséquence, les recettes de l'Etat ont sérieusement baissé, déjà bien raccourcies par la baisse des contributions de la bourgeoisie, favorisée par ses politiciens. Tout cela au moment même où les dépenses étatiques ont augmenté. L'ensemble de ce processus aboutissait nécessairement à l'endettement colossal de tous les Etats bourgeois, surtout des pays économiquement les plus avancés.

La crise générale dont l'une des caractéristiques est la révélation et la mise en évidence de toutes les failles et tares du système, a mis en lumière aussi cette calamité. La signification véritable de la lourdeur et de l'étendue de l'endettement actuel dépasse, et de loin, la place et la fonction habituelles et indispensables que les prêts du capital-monnaie occupent dans le cycle de production du capital, ainsi que des dettes ou de l'endettement classiques et provisoires qui l'accompagnent. Faute de place suffisante pour une explication complète, on est réduit, ici aussi, à ce qui paraît essentiel pour la compréhension de la situation.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, le capital financier a pris le dessus prépondérant et devenait ce monstre dont les tentacules enserrant l'ensemble de la vie sociale. Bien entendu, il n'est pas ce monstre mythique que les politiciens et journalistes bourgeois essaient de rendre insaisissable derrière la dénomination énigmatique « les marchés » qu'ils lui décernent.

Il est bien en chair et en os, abrité dans les banques et d'autres institutions financières bien connues, et personnifié par les cohortes des rentiers, boursicoteurs et d'autres parasites.

L'originalité singulière de la situation, qui est en même temps une avancée de son pourrissement dont parle Lénine, réside dans le fait que ce capital financier a temporairement réussi à transformer tous les pays européens (sans parler d'autres !) en ses débiteurs permanents. Ces derniers, comme les serfs du Moyen-Age, doivent s'acquitter de leur redevance régulière. La fonction primordiale de ce qu'on appelle l'Europe et ses institutions est d'attacher ces serfs modernes aux maîtres financiers et d'assurer leur contribution multiple et variée. Les dirigeants nationaux et leurs parlements, jadis indépendants, exécutent docilement les ordres et d'autres injonctions sans appel qui leur ordonnent les voies et les moyens comment accomplir leur tâche de rabatteur des espèces sonnantes et trébuchantes. Leur activité prédominante est d'économiser, de ramasser et de garantir les sommes considérables dues aux sacro-saint « marchés » par la suppression et la destruction de tous les avantages sociaux conquis auparavant. C'est tout un système perfectionné où le niveau d'endettement astronomique rend vain et utopique tout espoir de remboursement. D'autant plus que, d'une part, les pays et les travailleurs saignés à blanc se trouvent incapables de reproduire la richesse nécessaire et, d'autre part, leurs gouvernements continuent à se rendre régulièrement aux guichets des banques pour emprunter encore plus de milliards. Alors les dettes augmentent et cet édifice d'exploitation abjecte est garanti de durer éternellement.

L'ensemble de ce phénomène est la traduction concrète de la caractérisation globale que Lénine a formulée sur l'impérialisme en tant qu'une époque de « guerres et de révolutions » où ce « capitalisme de transition, ou plus exactement un capitalisme agonisant » (Lénine) se désagrège

sous le poids de ses contradictions. Déjà en 1934, Trotsky parlait de la « décomposition du système capitaliste ». Or, la signification essentielle de la situation actuelle que révèle l'analyse ci-dessus est une incapacité grandissante de la bourgeoisie de préserver et de garantir sa domination par ses anciens moyens habituels et sa recherche chaotique d'une issue. Lénine a clairement désigné cette incapacité comme l'une des conditions nécessaires de la révolution. Sans aucun doute, et contrairement à toutes les affabulations, nous sommes dans la période de sa maturation où la tâche principale de tous ceux qui prennent au sérieux l'émancipation des travailleurs est la préparation de cette révolution. L'alternative est clairement posée par les faits : révolution ouvrière ou dégringolade vers la barbarie (dont l'une des composante est la guerre).

Déplacement des forces de classe, clé des résultats électoraux

Les résultats inattendus des élections italiennes qui ont étonné tout le monde exprime le fait que sur la base pourrie du capitalisme-impérialisme un véritable réarrangement politique de toutes les classes s'est opéré dans le pays. Ce repositionnement social a brutalement redessiné la carte politique italienne. En réalité, nous nous trouvons au bout d'une série de tourbillons immenses de dislocations et de regroupements qui s'est emparée des partis politiques italiens à partir des années 1990 jusqu'aujourd'hui. C'était un véritable cataclysme qui, pendant ces années, secouait la vie politique de fond en comble en modifiant radicalement l'éventail traditionnel des partis politiques. Ces vingt courtes années ont rayé de la carte les deux plus grands partis opposés : l'un stalinien et l'autre la démocratie chrétienne bourgeoise.

Leur effondrement reflétait leur incapacité de refréner et de canaliser les luttes ouvrières et paysannes par leurs méthodes et moyens surannés. Une impotence accentuée par l'intensification de ces luttes sur la base de la décadence

aggravée du capitalisme-impérialisme ainsi que des tentatives «européennes » pour la juguler. Leur recomposition politique dans une configuration nouvelle était évidemment motivée par leur volonté de toujours de muscler la bourgeoisie rachitique et de barrer ainsi la route aux masses des travailleurs. Leurs différences et même divergences concernent uniquement leurs méthodes pour y parvenir. Les dernières élections apportent les premiers éléments d'appréciation quant aux résultats de cette métamorphose. Sans doute, leur influence sera notoire sur la vie politique nationale – et européenne.

L'impact continental sera d'autant plus profond qu'en Italie même l'enjeu de la compétition politique était directement le projet européen tel qu'il a été traduit en italien. C'est par rapport à cet axe central que les acteurs politiques et leurs organisations définissaient leurs programmes. Leurs considérations ou thèmes nationaux n'étaient que les dérivés de ces engagements. D'ailleurs, cette même transformation ou mutation des programmes purement nationaux en un positionnement européen caractérisait déjà les élections précédentes, comme les grecques ou les françaises, par exemple.

L'issue fondamentale des élections italiennes est avant tout le fait majeur que le prolétariat italien, après son frère grec infligeait une défaite retentissante à l'offensive concentrée de la bourgeoisie. Il a balayé ses objectifs et ses mesures infâmes ainsi que ses méthodes anti-démocratiques. Il a donc écrasé la politique de leur personification italienne Mario Monti, procureur direct de Bruxelles et de Francfort avec les quelques débris des partis bourgeois usés accrochés à lui. Cette poussée prolétarienne s'exprimait dans les votes directs, mais apparaissait aussi dans sa pression exercée sur toutes les autres classes et leurs partis.

Premièrement, les élections ont ainsi dévoilé et consacré une cassure politique de la bourgeoisie italienne, brisée sous les fardeaux lourds de réaménager sa gouvernance. Une aile

importante de celle-ci, en constatant l'échec de l'application italienne de l'offensive européenne pour dompter et soumettre le prolétariat, a rejeté cette voie. Pour asservir et dominer les travailleurs, elle a choisi un autre passage, celui de la démagogie aventurière et le fugue nationaliste. Le score élevé de cette coalition dirigée par Silvio Berlusconi atteste l'importance notable de cette orientation bourgeoise. Ses deux composants sont issus de la dislocation, il n'y a pas si longtemps, des partis politiques traditionnels de la bourgeoisie. Ils témoignent de la recomposition politique importante d'une partie de celle-ci. A côté du parti aventurier de la bourgeoisie affairiste de Berlusconi, la Ligue du Nord exprime une prise de direction nette vers un régime nationaliste autoritaire, englobant aussi la tendance vers une rupture de l'unité nationale. La Ligue affirme ouvertement sa volonté d'accentuer encore plus la surexploitation du Sud du pays, le fameux Mezzogiorno et même de couper toute aide étatique à cette « colonie intérieure » traditionnelle de la bourgeoisie italienne. Même aujourd'hui, le revenu moyen par habitant est de 40 % de moins au Mezzogiorno qu'au Nord du pays. Entre 2007 et 2010, le produit intérieur brut y a chuté de 6,1 %, alors qu'au Centre-Nord le recul n'a été « que » de 4,1 %, et depuis 2008, les 70 % des pertes d'emploi se situent au Mezzogiorno (Le Monde, 22 février 2013).

Cette coalition maintenue au flot par l'aventurisme démagogique de Berlusconi et le patriotisme local, étriqué de la Ligue forme clairement l'antichambre d'une seconde édition du fascisme. La politique agressive de l'Europe bourgeoise pour spolier le pays ainsi que sa centralisation autoritaire, au lieu de l'unifier même ce pays, augmentait les contradictions et les inégalités entre ces provinces, les divisent et les poussent vers leur séparation. Une partie considérable de la bourgeoisie « nationale » chevauche cette poussée – cela est très avancée et claire en Italie – et, entraînant une bonne portion de la petite-bourgeoisie, adopte

l'orientation nationaliste, non moins rétrograde et réactionnaire, allant jusqu'à renier l'unité du pays.

(Il faut remarquer, en passant, que ce n'est pas un phénomène seulement italien. En plus des groupes et partis fascistes visiblement nationalistes dans beaucoup de pays, on assiste dans plusieurs pays aux tentatives de démembrement national. Celui-ci est concrètement mis à l'ordre du jour non seulement en Italie, mais aussi en Belgique et en Espagne par exemple. Bien entendu, un tel tournant d'une partie de la bourgeoisie de tel ou tel pays ne peut être – en aucune façon – le chemin d'une émancipation nationale, même dans les cas aussi légitimes que ceux des nations catalane et basque en Espagne. La prise de cette voie nationaliste par des militants ouvriers serait leur engloutissement dans le processus de la dislocation de l'unité nationale de façade de la bourgeoisie, tout en affaiblissant l'unité prolétarienne souhaitable du pays. Le tournant nationaliste, même sous des mots d'ordre apparemment positifs, est précisément l'autre variante de la politique de la bourgeoisie. Celle par laquelle elle veut maintenir sa direction et son hégémonie en essayant de canaliser la révolte contre l'Europe bourgeoise par ce virage et impasse nationalistes dont la courbe pointe carrément vers le fascisme. L'aventure bourgeoise « d'indépendance » n'apporte aux travailleurs catalans (ou basques) qu'une surcharge supplémentaire aux poids déjà immenses qu'ils supportent, encore moins d'avantages dits « nationaux ». L'indépendance réelle de la Catalogne ne pourra être obtenue qu'au cours et dans le cadre d'une lutte pour le socialisme dans toute l'Espagne. Or, la condition indispensable d'une telle lutte, à plus forte raison de son résultat, est l'unité combattante de tous les travailleurs espagnols. C'est cela que les mineurs d'Asturies ont compris lorsque, il n'y a pas longtemps, ils ont marché sur Madrid pour unifier leurs luttes avec les autres travailleurs contre les mesures anti-ouvrières de l'Europe bourgeoise.)

L'autre partie importante de la bourgeoisie se range derrière la coalition dite « gauche » de Pier-Luigi Bersani. La section dominante de cette coalition est le Parti Démocrate qui, lui aussi, est issu, mais en partie seulement, de la dislocation du vieil appareillage politique (parti) de la bourgeoisie et de sa recomposition dans les années 1990-2000. Mais contrairement aux partis de la coalition adverse de Berlusconi, la naissance de ce Parti Démocrate suivait une ligne de fracture différente et, aussi, un recollage des morceaux dissemblables. Les nouveaux partis bourgeois, notamment le « Peuple de la Liberté » de Berlusconi et la Ligue du Nord sont de compositions bourgeoises, certes bricolées mais leur origine de classe est homogène. Tandis que le Parti Démocrate plonge ses racines dans la dissolution du jadis puissant parti stalinien de Togliatti.

Depuis l'auto-liquidation de ce parti en 1990, sa majorité a passé à travers une période de décomposition ponctuée par des phases diverses d'abandons et de recompositions. Cette mutation opportuniste, accompagnée par d'alliances et de ruptures, aboutissait à ce Parti Démocrate actuel, fondé en 2007. Mais il contient aussi la fusion de cette souche stalinienne avec les vestiges de « gauche » de la démocratie chrétienne.

Il faut noter toute de suite que cette dégénérescence abrupte du PC et son amalgame avec un morceau du parti bourgeois démocrate-chrétien, quoique inscrits dans les gènes du stalinisme – comme on l'a vu en URSS – est obstinément passé sous silence par la presse européenne et mondiale. Elle s'est pudiquement abstenue de remuer la puanteur de ce pourrissement dans ses reportages sur les élections. Ce Parti Démocrate puise ses forces de son implantation dans les rouages variés de l'Etat et des municipalités ainsi qu'auprès de la bureaucratie syndicale. C'est le président de la république Giorgio Napolitano, vieux séide opportuniste et roublard de Togliatti, l'un des caciques de ce parti qui a installé au

pouvoir, sans élection (!), l'agent des banques Mario Monti et son gouvernement, en 2011, à la simple injonction de leur Union Européenne.

A côté de ce Parti Démocrate, la coalition de Bersani comprend aussi deux petits partis obscurs qui, à l'ombre de ce « grand parti » vivent séparément comme les résidus « socialistes » et écologistes du grand chambardement politique

En somme, ces deux coalitions sont opposées l'une à l'autre aussi bien par leurs programmes que par leurs antécédents et arrière-plans de classe. Elles expriment les deux projets divergents par lesquels la bourgeoisie tente à dominer et à discipliner la classe ouvrière et à maîtriser sa crise : l'un par son regroupement européen, l'autre par son retrait nationaliste. Cette fracture a mis à nue la perplexité de cette classe en perdition quant aux méthodes d'assurer sa domination. Et voilà que le conflit italien de ces deux variantes aboutissait à un match nul temporaire.

Or, l'une des originalités de ces élections et dans ce conflit est l'apparition de la formation de Giuseppe (Beppe) Grillo et le rôle important qu'elle y tenait. Son score très élevé (25,5 % et 23,7 %, respectivement à la Chambre et au Sénat) dévoile le degré avancé de la décomposition bourgeoise et de ses contradictions. Ce « Mouvement 5 étoiles » n'est même pas une organisation effective et structurée mais, comme son chef idéologue Gianroberto Casaleggio l'a décrite, elle est une communauté vague dont les membres sont reliés par l'Internet. (D'après Le Monde du 14 mars 2013). Mais cette nébuleuse instable et peu connue doit être clairement caractérisée par les militants ouvriers aussi bien concernant sa composition sociale que son contenu et son orientation politiques. (Pour ce faire, les informations sont prises de l'article bien documenté de Marc Wells et Peter Schwartz de « World Socialist Web Site » du 13 mars 2013).

Le comédien Beppe Grillo, porte-parole de ce Mouvement est

l'un des hommes les plus riches de l'Italie : son revenu annuel atteignait 4,3 millions d'euros en 2005. Mais le chef réel de son réseau politique est Casaleggio, patron fortuné d'une entreprise d'informatique et de dite communication milanaise la « Casaleggio Associati ». L'un de ses piliers, Enrico Sassou s'éclipsait actuellement pour désamorcer les critiques éventuelles. Car il est le directeur de la Chambre de commerce américaine en Italie et rédacteur de « Harvard Business Review Italia ». Mais l'entreprise « Casaleggio Associati » elle-même est liée à plusieurs puissantes entreprises américaines et britanniques, à travers des partenariats.

Tout cela donne déjà une indication sérieuse sur la nature de classe de la direction de ce Mouvement. Il était donc normal que le milliardaire Leonardo Del Vecchio, propriétaire de l'entreprise « Luxottica » et le sidérurgiste Francesco Biasion de Vicenza soutenaient Grillo. Biasion expliquait son appui en déclarant de vouloir encourager le Mouvement parce que « de nos jours les entreprises se trouvent sous l'emprise de la bureaucratie et des syndicats ».

Cependant, le Mouvement n'est pas directement une association des bourgeois prospères. Au contraire, la grande majorité de ses fidèles, surtout ceux qui agissent au premier plan et forment la quasi-totalité de ses 163 nouveaux députés sont des jeunes diplômés et étudiants. Informaticiens, comptables, enseignants, géomètres et d'autres jeunes intellectuels déclassés et paupérisés par la crise en une « génération précaire », comme dans tous les pays. Cette couche appauvrie et déboussolée a beaucoup de points communs avec ceux que le mouvement de Mussolini recrutait ainsi que les nazis d'Hitler. Son égarement traduit la triste réalité de l'absence d'un mouvement révolutionnaire authentique. Et décidément, dans un tel cas il s'agit d'une constellation petite-bourgeoise qui, du fait de son opposition virulente à l'austérité bourgeoise et ses servants, attirait aussi un grand nombre de votes

ouvriers.

Selon l'Institut Demos (cité par Le Monde du 16 mars 2013), le Mouvement de Grillo obtenait 49 % des votes ouvriers, alors que le Parti Démocrate de Bersani plafonnait avec seulement 21 % parmi les ouvriers ! Chez les chômeurs et les sans-emploi ces chiffres étaient 42 % pour Grillo, contre 20 % pour le Parti Démocrat. Le « Mouvement 5 étoiles » récoltait aussi 40 % (!) parmi les artisans, les paysans et les petits entrepreneurs, plus que le parti de Berlusconi avec ses 34,5 % des votes.

Ainsi les votes ouvriers, en chassant leur ennemi immédiat le gouvernement Monti du pouvoir, se sont dispersés dans deux impasses politiques. C'est un déraillement politique navrant qui rend nécessaire une explication plus fournie. Plus loin, on examinera un peu plus l'absence d'une organisation ouvrière authentique et de sa politique, la cause principale de cet égarement passager. Mais pour le moment, notons déjà que le poids relativement faible des votes ouvriers pour la coalition de Bersani, en dehors de leur méfiance vis-à-vis de la politique de sa formation, s'explique aussi par l'annonce de celui-ci de vouloir maintenir les mesures anti-ouvrières de Monti. La répulsion ouvrière face à cette politique restait pourtant insuffisante pour supprimer toutes les illusions à l'égard de ce « gauche ». Néanmoins, elle était assez forte pour canaliser une masse des votes ouvriers vers le Mouvement petit-bourgeois de Grillo.

Mais l'idéologie et la ligne politique de cette formation sont non seulement complètement étrangères à la classe ouvrière mais elles sont diamétralement opposées même déjà à sa conception du monde liée à la réalité et, surtout, à ses objectifs politiques. Casaleggio, considéré comme le guide spirituel de cette constellation, est un illuminé dont les visions sont motivées par les virtualités informatiques, confondues avec la réalité. Dans ses ouvrages de vidéo, il prédit la disparition prochaine des classes sociales, celle

des idéologies, des partis politiques et, bien sûr, des syndicats, en laissant la place à une « communauté » avec sa « participation généralisée » à travers l'Internet. C'est un fantasme dont les relents sont éminemment fascistes avec l'élimination caractéristique des organisations démocratiques comme articulations intermédiaires de la société, remplacées par des liens directs entre l'individu et le chef. Mais c'est le comédien Grillo qui traduit ces hallucinations fascistes en langage politique, truffé de revendications, très souvent aussi vociférant que démagogiques.

Cette position politique nie catégoriquement l'existence des classes sociales qu'elle remplace par « deux blocs sociaux ». Grillo range dans son bloc A les « millions de jeunes sans avenir » végétant dans les « emplois précaires », très souvent chômeurs et « exclus » qui « veulent eux-mêmes devenir des institutions... et créer à partir des ruines une nouvelle Italie ». Il y met aussi « les petits et moyens entrepreneurs qui... sont obligés de fermer leurs entreprises ou de se tuer par désespoir ». On reconnaît facilement dans ces caractérisations sommaires et simplistes les contours d'une alliance des couches supérieures de la petite-bourgeoise avec les divers éléments du lumpenprolétariat, composants essentiels des bataillons de choc fascistes.

Par contre, il met dans son bloc B tous « ceux qui survivent à la crise » et qui ont pu garder leur pouvoir d'achat. Personne ne peut échapper à ce bloc B, selon Grillo, qui « possède souvent... un compte courant décent et une bonne retraite ou la sécurité d'un emploi public ». Il se livre à un amalgame démagogique en mettant les ouvriers et les travailleurs au service de l'Etat et des municipalités à côté de la bourgeoisie parasite dans le même sac de son bloc B. Par cela même, Grillo essaie également de diviser la classe ouvrière et les travailleurs en opposant leurs couches appauvries et jeunes contre les ouvriers plus âgés ainsi qu'à ceux qui travaillent dans le secteur public.

Il affirme constamment que c'est la lutte entre les deux blocs qui remplace la lutte de classes qu'il voue aux gémonies. Il cache ainsi l'enjeu réel de la lutte en mettant la bourgeoisie bien à l'abri, et en introduisant un coin de division entre les travailleurs. La pointe de sa démagogie est ainsi dirigée plutôt contre ces travailleurs. Lorsqu'il prétend, par exemple, que nous sommes devant « un conflit de générations dans lequel l'enjeu est l'âge et non les classes », la ficelle semble moins grosse. Par contre, elle est plus nette quand il écrit que « ... chaque mois, l'Etat doit verser 19 millions de retraites et 4 millions de salaires de fonctionnaires. Ce fardeau n'est plus soutenable ».

Il n'est pas étonnant que certains commentateurs bourgeois trouvent le programme de Grillo sympathique, même si, en général, ils condamnent sa démagogie. En tout état de cause, la grande majorité passe sous silence les accents fascistes de ses discours ou, tout simplement, n'y voit qu'un aventurisme vague, politiquement indéfinissable. Fort heureusement, ce mouvement reste très instable qui pourrait se désagréger assez facilement, suivant une ligne de classe de ses éléments disparates.

Mais où est le parti de la classe ouvrière

Une contradiction remarquable – et à première vue surprenante – caractérisait ces élections. Elle apparaissait entre la pression immense du prolétariat sur la majorité des acteurs politiques pour rejeter l'offensive européenne de la bourgeoisie, d'une part, et l'absence notable d'une organisation ouvrière authentique et de sa politique, de l'autre. Dans ce sens, elles se sont considérablement distinguées des élections grecques et françaises. Car ici, les coalitions Syriza, puis celle de Front de Gauche ont pu incarner les premiers efforts encore bien limités mais déjà efficaces pour reconstruire l'arme politique de la classe ouvrière, son parti, sans tomber dans un sectarisme stérile.

Or rien de tel ne s'est produit en Italie, un pays où, pourtant fleurissait un puissant mouvement ouvrier, riche de longues traditions révolutionnaires. C'est aussi le pays de l'Antonio Gramsci le grand organisateur et l'éducateur marxiste du mouvement communiste de l'Italie de 20^è siècle. Il est donc capital de comprendre ce décalage tragique entre l'histoire et les dispositions fondamentales de la classe ouvrière et le manque flagrant et déplorable de son parti. Pour en saisir le contenu et la raison principale, nous devons élargir notre analyse.

Déjà l'héritage théorique original de Gramsci a été falsifié et perverti par le parti stalinien de Togliatti pour en servir comme couverture doctrinaire de son passage opportuniste au soi-disant « eurocommunisme », antichambre de son propre suicide liquidateur. D'un autre côté, face à cette fourberie éhontée, des jeunes intellectuels ont entrepris le nettoyage théorique nécessaire de cet héritage. Mais une fraction de ces intellectuels choisissait comme action l'antipode ultragauche du virage droitier des staliniens (mais également étranger à la pensée de Gramsci) en tombant dans le trou noir sans issue du terrorisme, comme Antonio Negri et ses semblables. Alors qu'une autre partie de ces intellectuels a tourné le dos à l'action politique, en transformant cet héritage en canons académiques d'une « philosophie politique ».

Quant au développement politique du communisme italien, lui aussi a pris un chemin tortueux. Lors de la transmutation bourgeoise du PC italien en Parti Démocrate de Gauche, en 1989-90 (plus tard, il a laissé tomber même cet adjectif « gauche » !), une minorité refusait ce chemin, en créant peu après le parti « Rifondazione Comunista » (refondation communiste). Alors, on aurait pu croire en un retour aux sources révolutionnaires. Mais la dégénérescence de ce parti rebelle, ne restant fidèle qu'aux pires moments opportunistes de son ascendance stalinienne, prenait le même parcours de collaboration de classe. Avec sa différence formelle de

maintenir le nom « communiste », – comme à peu près le parti de François Hollande qui s'accroche encore au nom « socialiste ». Nous ne pouvons pas suivre ici la trajectoire de ce « Rifondazione ».

Toutefois, il faut signaler qu'en 2006 il entra, lui aussi, dans le gouvernement bourgeois de Romano Prodi (2006-2008) en constituant l'un de ses piliers avec 41 députés ! (Après avoir appuyé déjà le premier gouvernement Prodi à partir de 1996.) Il a soutenu aussi bien l'attaque de ce gouvernement contre les retraites (dénommée, là-aussi, « réforme ») et ses coupes sévères du budget que ses envois de troupes d'occupation au Liban, puis en Afghanistan. Rien d'étonnant à ce qu'aux élections de 2008, il a perdu tous ses députés et le gouvernement Prodi a dû laisser sa place à Berlusconi ! Lors des récentes élections, il restait en dehors de la coalition de Bersani. Mais il s'accrochait à une sorte d'Alliance des groupes variés, y compris celui des juges bourgeois anti-mafia, dont le résultat final (2 %) était insuffisant pour avoir ne serait qu'un seul député !

Cette trajectoire sombre est hautement instructive, justement aujourd'hui, où le regroupement politique de la classe ouvrière est d'une importance capitale. Nous en voyons les premiers fruits prometteurs dans Syriza en Grèce et dans le Front de Gauche en France (après avoir vu l'apparition « Die Linken » en Allemagne). Or la dégringolade de « Rifondazione Comunista » italien rappelle avec force l'avertissement que rien n'est gagné d'avance. Que les fruits verts même prometteurs peuvent facilement se gâter et pourrir. L'exemple repoussant de « Rifondazione » est d'autant plus édifiant qu'il renferme la dégradation ultime de la section italienne d'une supposée IVE Internationale dirigée jadis par Michel Pablo, Ernest Mandel et Pierre Frank.

En effet, « Rifondazione » accueillait dans ses rangs divers groupes politiques comme fractions organisées, dont « Sinistra Critica » (Gauche Critique), la section italienne de cette

pseudo-Internationale pabliste, dirigée par Livio Maitan (soutien dévoué et avisé de cette Internationale jusqu'à sa mort en 2004). Bien entendu, une telle entrée était parfaitement justifiée à la condition expresse de l'utiliser pour faire avancer la position indépendante de la classe ouvrière en préparant sa révolution. Mais dès le début, il y avait un doute sérieux. Car Pablo et ses compagnons ont été sévèrement critiqué depuis longtemps, justement, parce qu'ils ont troqué la politique révolutionnaire indépendante contre leurs espoirs illusoires dans un développement révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne (?!). Ils se sont ainsi adaptés à cette bureaucratie et, en conséquence, ont révisé les enseignements du marxisme. Maitan et ses amis italiens étaient des partisans fidèles et actifs de cette orientation.

Et ce qui devait arriver, arriva. Au lieu d'opposer une ouverture révolutionnaire à la politique de « Rifondazione Comunista », le groupe de « Sinistra Critica », motivé par son origine et éducation « pabliste », s'est moulée dans cette matrice en devenant même sa force de frappe avec une politique typiquement front populiste (en alliant à l'aile « progressive » de la bourgeoisie).

La source de cette politique profondément erronée et fausse se trouve dans l'appréciation lénifiante de la situation et des tâches modérées qui en découleraient. La bureaucratie stalinienne et ses vestiges jurent depuis longtemps, comme dans ces élections, que ces tâches ne seraient que des corrections et des améliorations du système capitaliste que l'on devrait seulement amender et perfectionner. En ceci, ils rejoignent les vieux réformistes social démocrates avec lesquels, d'ailleurs, ils renouent leur coopération. Au passage, ils influencent ensemble tout un éventail des mouvements petits-bourgeois nouveaux. En plus, ils contaminent aussi plusieurs de ceux qui se réclament de la classe ouvrière.

Alors que la crise a brutalement dévoilait que, confrontée à

sa banqueroute complète pour régler les fonctions les plus élémentaires de son système décomposé et anachronique, la bourgeoisie s'est tournée naturellement vers la destruction des grands acquis de l'humanité représentés par la classe ouvrière et ses conquêtes. Tout y passe : des conditions multiples d'une vie matérielle et culturelle décente jusqu'aux droits démocratiques et leurs cadres. La classe sociale bourgeoise jadis assistante vigoureuse de cette ascension historique, sinon son promoteur, est devenue son fossoyeur impitoyable. La crise agit comme un révélateur qui fait ressortir et accentue ces tendances profondes du système capitaliste-impérialiste agonisant, agissant ainsi dès sa formation caractérisé par Lénine. L'histoire passée et récente a trouvé qu'il n'y a aucun remède magique et aucune cure miraculeuse qui pourraient soulager les peines causées par ce système grabataire et rafistoler ses lésions funestes. Le capitalisme-impérialisme doit être éliminé et son pouvoir renverser. Ce qui non seulement n'exclut pas la participation aux élections mais la rend le plus souvent obligatoire.

Mais le concours électoral du « Rifondazione » y compris sa composante « Critica Sociale » n'était pas la traduction de cette exigence essentielle sur le terrain spécial des élections. Il n'a pas constitué une ouverture claire vers cette solution révolutionnaire. Au contraire, il s'est limité à lancer sa propre recette pour améliorer ce même système d'exploitation. Son score électoral insignifiant atteste que dans le rôle de correcteur de ce système, il ne pouvait être qu'un auxiliaire minuscule toléré comme le parent pauvre des familles bourgeoises patentées et plus authentiques. Par contre, nous avons vu, comme il fallait s'y attendre, un très grand nombre des votes ouvriers s'est fourvoyés derrière les vociférations démagogiques de Grillo qu'ils ont pris – en absence d'une telle ouverture révolutionnaire – pour une telle espérance.

Mais ce rôle d'auxiliaire d'une entreprise de sauvetage que «

Rifondatione » et ses pareils remplissent en Italie n'est pas nouveau, ni spécifiquement italien. Ils ont leurs congénères même plus importants, ne serait-ce qu'en Europe, qui poussent les ouvriers à réparer les pots cassés, au lieu de leur indiquer comment chasser les patrons nuisibles avec leurs intendants malfaisants. Ils constituent l'obstacle principal d'un développement révolutionnaire. Il est donc indispensable de rejeter leurs conceptions fausses et trompeuses.

Une clarification théorique est ainsi aussi nécessaire que l'élaboration d'une ligne politique. Elles se développeront en une lutte implacable non seulement contre les poisons idéologiques de la bourgeoisie mais aussi contre les fausses idées qui dévient la lutte de classes vers une voie de garage d'autres oppositions. Les cadres limités de cet article ne permettent pas leur examen détaillé à cet endroit. Par contre, il importe de jeter un coup d'œil sur quelques effets immédiats des élections italiennes et d'esquisser une voie de sortie de l'impasse actuelle.

L'impact immédiat : l'Europe bourgeoise à la dérive

La consternation et l'inquiétude provoquées par les votes italiens ont été générales dans toute la bourgeoisie européenne, bruyamment exprimées par ses politiciens et journalistes. On néglige ces gémissements stupéfaits et affolés, de même que leurs mises en garde à la fois significatives et grotesques. Le président fantoche du conseil d'Europe Van Rompuy par exemple voulait être « ...convaincu que le nouveau gouvernement italien va continuer sur le chemin de ses prédécesseurs ». Ce grand esprit ne se doutait donc d'absolument rien. (On verra comment ses vœux s'étaient exaucés.) En tout cas, tous ensemble « ... ont rendu un discret hommage au grand perdant Mario Monti » (Le Monde 28 février 2013). Autrement dit, malgré le vote massif et sans équivoque d'un grand peuple européen, ces grands démocrates imperturbables n'ont rien perdu de leur détermination d'écraser les travailleurs pour sauver la bourgeoisie. Tous

ceux qui imaginent encore de pouvoir fléchir ces défenseurs féroces du capital par la seule consultation électorale, doivent méditer ces paroles.

Cependant, s'il est une illusion fautive et impardonnable de croire que des élections pourraient inverser la situation en faveur des travailleurs, il serait une erreur lourde de penser qu'elles ne servent à rien. Quant aux élections italiennes, elles ont non seulement radicalement changé la donne politique dans le pays mais ont infligé une modification perceptible à la scène politique européenne. Cette métamorphose encore faible mais apparente n'est que l'image visible d'un durcissement de la lutte de classes qui, à cette étape, reste encore largement embrouillée par ses diverses articulations intermédiaires.

C'est la pression des travailleurs amplifiée par l'exemple du vote italien qui s'exprime de façon indirecte dans la récente fissure notable qui lézarde désormais l'unité affichée de la bourgeoisie européenne. Une partie de celle-ci, surtout dans le Sud plus exposée à fureurs ouvrières, met en question maintenant ouvertement la politique dite unilatérale d'austérité. Il ne faudrait pas surestimer cette velléité qui n'est que l'écho affaibli du grondeur prolétarien puissant. Mais il ne faut pas la sous-estimer, non plus, pour pouvoir l'exploiter et la pousser plus loin dont, fort heureusement, le Front de Gauche semble de s'en apercevoir.

Mais il serait temps que le Front en profite aussi pour élargir et consolider la lutte pour sa généralisation en une orientation ouvrière européenne. Et dans ce cadre d'œuvrer pour la formation d'une force politique européenne avec Syriza, Die Linken allemandes et d'autres organisations semblables – éventuellement italienne afin de l'opposer de façon concentrée à la politique destructive de Bruxelles.

Or une telle opposition ne pourra plus se borner au simple rejet de l'offensive bourgeoise. Elle serait ainsi désarmée et

inefficace si elle se limite à la seule affirmation qu'une autre politique est possible. Au niveau européen on devrait aussi affirmer concrètement cette prétention par une politique positive pour une Europe des Travailleurs. C'est cette orientation pratique accompagnée de revendications qui y conduisent, qui devrait être mise en avant. L'une de ces revendications principales comportera nécessairement des mesures pour maîtriser la finance et ses instruments comme les banques et le contrôle sur l'endettement. Un tel programme pourra vertébrer la préparation des élections européennes en mai 2014.

Un tel rassemblement pour une Europe des Travailleurs, sans entrer dans les détails des revendications qui devraient l'accompagner, est une nécessité impérieuse. Il serait la transcription politique fidèle d'une intensification de mobilisation ouvrière et de leur radicalisation. Déjà le 2 mars, des centaines de milliers des travailleurs portugais, emboitant le pas de leurs frères et sœurs italiens, ont organisé des manifestations puissantes pour exiger : « Troïka dégage ! » Alors que les politiciens et journalistes bourgeois s'efforçaient de présenter ces mêmes travailleurs comme des moutons dociles à tondre davantage, ont alors sèchement démenti ces affabulations intéressées. Et aussitôt, le parti socialiste portugais, prenant peur de perdre son influence, dénonçait l'austérité qu'il a acceptée auparavant. Même le gouvernement de droite a rejoint la fronde de ceux qui, désormais ouvertement, tentent d'adoucir l'intransigeance de l'austérité européenne.

Les réunions européennes (des ministres de finance, le 4 mars, puis les chefs d'Etat et des gouvernements, les 14-15 mars) n'avaient que ces marchandages à leurs ordres du jour. Au sein de cette Europe « unie », déjà divisée en plusieurs morceaux, voici que la zone euro s'est fissurée aussi. Les contours des deux camps se dessinent de plus en plus clairement qui oppose la France, l'Espagne avec l'Italie et le Portugal aux pays

inflexibles comme la Finlande et l'Autriche pilotés par l'Allemagne, cette dernière ayant la haute main aussi sur la bureaucratie européenne.

L'enjeu de leur querelle est relativement important. Il s'agit pour eux de choisir et de décider quel est le meilleur moyen politique d'assurer le pouvoir de la bourgeoisie dans les conditions actuelles plus difficiles. Faut-il poursuivre et même renforcer la politique d'austérité ou alors, tout en maintenant ses objectifs, ne devrait-on pas relâcher son rythme et assouplir ses exigences pour éviter une explosion sociale.

C'est dans ce début de querelle que les ministres de finance ont trouvé la « solution » de « régler » l'endettement de Chypre. Hélas, on ne peut pas s'attarder sur ce cas pourtant très édifiant de tous les points de vue. Disons simplement qu'ils ont pris des mesures dictatoriales qui contredisent ouvertement leurs propres règles bourgeoises sur la liberté des comptes bancaires. Dans leur hâte impatiente vis-à-vis d'un petit pays vulnérable et pris dans l'enlisement sans fond de l'offensive bourgeoise, ils ont cherché l'argent directement dans les poches des chypriotes. Pour « sauver » (!?) la Chypre de ses dettes, ils lui ont « généreusement » octroyé 10 milliards d'euros, et pour le reste ainsi qu'en contrepartie ils ont taxé tout bonnement et sans rougir tous les dépôts bancaires.

Lorsque ces 17 ministres de finance qui décidaient ce vol par effraction ont été qualifiés de « salopards » par les dirigeants du Parti de Gauche, la presse scandalisée criait à l'outrage. Pourtant, il serait difficile, sinon impossible de trouver un autre nom pour ce vol honteux. Quand le parlement de Chypre, sous la pression de tous les habitants de l'île, a rejeté ce vol, « la bourgeoisie faite journal » Le Monde a trouvé « l'Europe dans l'impasse » (le 21 mars).

Les marionnettes européennes et leur nouveau financier blanc-

bec ont dû revenir sur cette décision aussi brutalement anti-démocratique et si ouvertement dirigée contre les gens modestes. Mais ils se sont démasqués de nouveau. Leur Europe de plus en plus appauvrie et dépossédée a franchi un nouveau palier dans son glissement vers une débandade sans gloire. On ne peut pas prévoir les étapes concrètes de cette désintégration. Mais, surtout depuis les élections italiennes, ses signes précurseurs sont devenus plus palpables. Le rapport de plus en plus tendu entre le centre exécutif anti-démocratique de Bruxelles et le parlement européen de Strasbourg, lui-même réduit à un bureau d'enregistrement, est plus visible de jour en jour. A sa session du 13 mars, sa grande majorité a rejeté le nouveau budget européen, si péniblement obtenu après vingt-six heures (!) de chicanes véhémentes des ministres.

Il ne faut pas surestimer cet acte qui, pourtant, laissait intacte la somme fixée à 960 milliards, et ne discutait non plus le point le fait surprenant que, pour la première fois, ce budget était en recul. Alors que cette réduction étonnante devait être en elle-même un mauvais signal pour ceux qui ne cessent de gargariser sur l'avancé de leur Europe. Ajoutons à cela que les chefs bureaucrates européens de Bruxelles, si sourcilleux et menaçants contre tel ou tel pays au cas où son budget dépasse à peine les 3 % autorisés, ont chargé déjà leur propre budget de 17 milliards d'impayés ! (Le Monde, 15 mars 2013.) Mais personne ne relève cette contradiction fâcheuse, même pas ce parlement de décor.

On ne peut pas énumérer ici d'autres signes de la lente décomposition de l'Europe bourgeoise. Notons encore cependant le seul fait que, en un an, le chômage a passé (officiellement !) de 10,9 % à 12 % de la population active dans la zone euro, avec une Grèce de 26,4 %, une Espagne de 26,4 %, suivies de l'Italie et la France, les deux avoisinantes à 12 %. Et si l'on médite sur la conclusion terrible d'une enquête sociale qui estime à 67 % des jeunes Espagnols de moins de trente ans

qui songent à quitter leur pays, non seulement le fiasco de l'Europe bourgeoise est évident mais aussi son caractère destructeur.

On a senti le souffle d'une fronde ministérielle anti-austérité en France également, en particulier dans la semaine qui se terminait le 13 mars. A ce jour, une cinquantaine d'ouvrier grévistes du PSA-Citroen d'Aulnay (automobile) condamné à la fermeture ont envahi le local où siégeait le conseil national du parti socialiste. Lorsque ces ouvriers ont accusé le gouvernement de trahison, l'aile gauche avec plusieurs ministres applaudissaient les ouvriers. La rupture a été évitée par le passage subit de tous à un langage de « gauche ». Même le premier ministre Ayrault parlait alors d'une « droite européenne sourde » et de la nécessité d' »installer un rapport de force » en Europe. C'est pour dire !... Les conciliateurs de service ont dû redoubler leurs efforts, avec succès – comme très, très souvent ou toujours, on est tenté de le dire.

Ce n'est pas un hasard si François Bayrou, ce politicien bourgeois patenté, ancien bras droite de Giscard d'Estaing réagissait immédiatement. Sous le titre éloquent « Attention, alerte rouge ! » il a pondu une lettre ouverte bien significative au président Hollande. Ce chef politique sans troupeau qui a si bien prévu la déconfiture de Sarkozy que, pratiquement seul parmi ses compères bourgeois il a voté Hollande, a pu détecter aussi le danger. Hélas, on ne peut pas commenter cet avertissement paniqué qui était, en même temps, une véritable apologie de l'offensive bourgeoise européenne et une profession de foi pour son soutien. Par cela même il constituait une offre de service sans équivoque à Hollande en un soutien plus organisé. En gros, il s'offrait en tant qu'un nouveau premier ministre de Hollande, à la place d'un Ayrault largement déconsidéré. En tout cas, cette menace a pu jouer un certain rôle pour tempérer la fronde dans le PS et dans le gouvernement. Car même si ces critiques pouvaient se

matérialiser dans un nombre minimal des votes contre la légalisation de l'accord anti-ouvrière du patronat et de certains syndicats, cette fois encore le conflit a été estompé et la rupture enrayée.

Mais puisque la crise va s'aggraver qui affûtera les contradictions, cette rébellion qui n'a pas dit son dernier mot et couve toujours, trouvera son expression plus tranchante. C'est pourquoi la tactique de Mélenchon de vouloir introduire la critique de l'Europe bourgeoise au sein du PS est pleinement justifiée. Surtout, si une telle critique sera appuyée et consolidée par une ligne politique européenne anti-bourgeoise claire, en fixant son but : une Europe des Travailleurs.

Or la bourgeoisie est vigilante et voit le danger qui menace ses plans. Tout dernièrement, ses concierges de Bruxelles ont choisi de relâcher la pression en ajournant le délai de la réduction des déficits budgétaires en-dessous de 3 % du fameux PIB. Mais nous devons être vigilants à notre tour aussi, car il s'agit-là d'une ruse. Ils présentent ce nouveau délai comme s'il l'était un cadeau, le signe d'un supposé changement de leur politique de rigueur, alors qu'en réalité, ils ne pouvaient plus maintenir ce fiasco budgétaire. Ils déplacent maintenant tout simplement la pression exercée sur le budget vers leur exigence de renforcer les attaques contre le droit de travail, contre les retraites, contre la Sécurité sociale, et ainsi de suite.

Pour un débouché ouvrier et socialiste aussi en Italie !

La vie politique ne s'est pas arrêtée en Italie non plus. Les élections ont attesté le fait que la bourgeoisie a été incapable – depuis la dislocation de son tandem traditionnel de la démocratie chrétienne et du PC stalinien – de réorganiser durablement l'expression politique gouvernementale de son pouvoir. Ces élections ont témoigné non seulement de cette incapacité mais, en plus, de la véritable cassure

politique de cette bourgeoisie autour des programmes et des méthodes pour reconstituer ce pouvoir en une forme renouvelée. Depuis, les échecs multiples et successifs de former un gouvernement ont confirmé ce constat dramatique pour elle : l'Italie reste rigoureusement ingouvernable par ses anciens moyens politiques. Mais ce drame bourgeois ne signifie par lui-même aucun soulagement, encore moins une solution pour les travailleurs qui sont cruellement privés de tout outillage théorique et pratique conformes à leurs aspirations.

Dans ces conditions, et puisque la politique, elle aussi, a l'horreur de vide, plusieurs dangers se profilaient à l'horizon proche. L'un de ceux-ci qui reste réel est que pour surmonter sa crise, la bourgeoisie ne s'engage sur l'une des voies autoritaires menant au fascisme. Ce ne sont pas des principes et des règles démocratiques qui la retiennent. Mais la peur immense de ce qu'un tel bouleversement suscite la révolte massive des travailleurs. En tout état de cause, utilisant certains objectifs et mots d'ordre fascistes, la bourgeoisie italienne, comme les autres, n'est pas encore tout à fait préparée pour l'installation et l'exercice d'un pouvoir fasciste.

C'est la raison principale de son accouchement de longue douleur d'un gouvernement, de contenu manifestement explosif et violemment opposé au verdict des élections, – mais enfin, susceptible à maintenir l'illusion que rien n'a changé. En réalité, le mariage forcé entre le parti marital de Berlusconi, grand bénéficiaire de ce contrat de mariage, et l'épousée récalcitrante de parti démocrate est voué aux drames conjugaux successifs. Il sera d'autant plus paralysé dans l'action et intenable au long cours qu'il escamote les résultats électoraux. Autrement dit, il fait fi de dispositif modifié des forces de classes. Il s'inscrit donc en faux au rapport de force des classes, traduit grosso-modo par les élections. Les quelques promesses et les petites mesurées de début du nouveau gouvernement sont comparables aux emplâtres

et aux cataplasmes appliqués au moribond.

Encore que..., même ce gouvernement destiné au supplice peut s'accrocher, justement pour étayer son existence, à la vague contestataire qui se lève dans l'Europe du Sud pour « adoucir » l'austérité. Tout indique, en effet, qu'il joindra sa voix à celle de Hollande et des autres pour quémander un peu de répit. D'un autre côté, au début de l'installation de ce nouveau gouvernement italien, la bourgeoisie européenne et certaines de ses fractions, çà et là, chérissent l'illusion de pouvoir enrayer la fissure européenne et la crise politique menaçante aussi par l'unification des « gauches » et des droites dans les mêmes gouvernements. Ils voient dans un tel gouvernement « unifié » en Italie la possibilité de surmonter les crises et d'empêcher la cristallisation d'une opposition par ce genre de « grandes coalitions ». Mais c'est un leurre que, actuellement, seule une « gauche » frileuse des partis dits « socialistes » peut prendre au sérieux pour que, devant une telle « menace », elle renonce à former une opposition conséquente.

Or, c'est un fait qu'une telle « grande coalition » est invivable, même en Italie où la bourgeoisie consciente de son impotence de trouver une issue satisfaisante à sa crise politique, finalement, se résignait à ce bricolage de fortune. L'exacerbation des contradictions sociales déchireront son unité factice d'autant plus radicalement et rapidement que ses composantes s'accrochent à leurs certitudes. Or c'est là où le danger d'une aventure fasciste d'une partie de la bourgeoisie peut devenir réel. La Ligue du Nord en embuscade pourra exploiter une telle situation et, utilisant la force d'une petite-bourgeoise enragée et déboussolée ainsi qu'un lumpenprolétariat désespéré, tenter cette aventure.

C'est précisément le moment pour que les militants effectivement socialistes et communistes qui jusqu'à maintenant se sont laissés enfermés aussi dans les impasses bourgeoises offertes par « Rifondazione Comunista » et «

Critica Sociale » – se ressaisissent. Non pas parce qu'il y a peut-être un danger fasciste, mais à cause de l'exacerbation des contradictions qui nécessitent le regroupement politique de la classe ouvrière. On doit s'adresser en particulier à ces organisations, car on ne peut pas être d'accord avec les camarades américains du World Socialist Web Site de David North de les stigmatiser comme organisations bourgeoises. Les plus lucides et les plus proches de travailleurs de leurs membres devraient tirer un bilan sans complaisance d'une conception et d'une ligne politiques passées à l'extrême gauche d'une bourgeoisie crépusculaire. Un renouveau est possible dont l'amorce ne se trouvera pas au sol national. Elle s'ouvrira obligatoirement par la clarification d'une position socialiste au niveau européen, aujourd'hui le seul moyen de se délimiter réellement de toute version d'une politique bourgeoise qu'elle soit nationaliste ou bruxelloise.

A cet égard, en se dégageant du lourd fardeau de « Rifondazione » amalgamé avec « Critica Sociale » qui transbahutaient ensemble l'héritage d'un stalinisme ossifié et amendé, la pratique marxiste passe par la voie tracée par Syriza et le Front de Gauche. Elle est ouverte aussi pour des camarades italiens. C'est en combattant pour une Europe des Travailleurs qu'ils trouveront le chemin conduisant au marxisme vivant et vers la réapparition directe de la classe ouvrière italienne sur la scène politique, longtemps relégué à l'arrière-cour par le stalinisme à la fois le défroqué et le pratiquant.

Balazs Nagy

Mars-avril 2013